

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

JEUDI 14 FEVRIER 1980 - No 30 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

## Depuis le 12 janvier, 150 000 sidérurgistes anglais en grève

### CONTRE :

- LA BAISSSE  
DU POUVOIR D'ACHAT
- LES LICENCIEMENTS
- LES ATTEINTES  
AU DROIT DE GREVE



Depuis le 2 janvier, les sidérurgistes anglais de la British Steel Corporation sont en grève. C'est à la fin du mois de décembre 1979 qu'ils ont appris que 52 000 des 150 000 emplois de la British Steel Corporation étaient menacés dans le cadre d'un plan de restructuration. Pour faire passer la nouvelle, la direction proposait 2% d'augmentation, alors que l'inflation a atteint 17,9% en 1979.

La British Steel Corporation donne le salaire le plus bas de la CEE pour chaque tonne d'acier produite.

Les travailleurs de la BSC battent pour une augmentation de leur salaire, ils demandent 20% d'augmentation, mais aussi la défense de leur emploi, leur grève constitue aussi une riposte aux tentatives de Thatcher et des conservateurs de s'en prendre aux droits acquis par les travailleurs.

C'est la première grève de cette ampleur depuis 1926. Le mouvement des sidérurgistes a suscité la solidarité d'autres catégories de la classe ouvrière : les mineurs, les camionneurs, les cheminots, les dockers.

La police est intervenue violemment contre les piquets de grève notamment dans le Lanarkshire. A Port Talbot, 9 000 sidérurgistes ont formé des piquets de grève. Le 28 janvier, a eu lieu une grève générale de solidarité au Pays de Galles.

Cette grande grève est une riposte aux projets de Thatcher qui a préparé une loi limitant le droit de grève et particulièrement l'installation de piquets de grève dans les entreprises non directement liées à un conflit.

## SNIAS - Saint-Nazaire

### A l'issue du délai fixé pour exiger des travailleurs qu'ils renoncent par écrit à la grève dans l'usine

# RECU DE LA DIRECTION

C'est ce mercredi matin 13 février que la direction de la SNIAS entendait interdire l'entrée de l'usine aux travailleurs qui n'auraient pas pris l'engagement d'assurer l'exécution du contrat de travail dans des conditions normales de régularité, de continuité et de productivité, selon les normes de la profession. En d'autres termes, la SNIAS prétendait par ce moyen mettre en échec les débrayages et actions organisés par les travailleurs de cette entreprise, pour riposter à l'insuffisance des effectifs, à l'accélération des cadences de travail, aux licenciements frappant sept militants CGT, à la mise à pied d'une quarantaine d'ouvriers. En demandant une réponse individuelle, la direction cherchait à diviser les ouvriers, dans le même temps où, par ce

moyen, elle exerçait une pression sur les hésitants.

A l'heure où nous mettons sous presse, ce mercredi, dans la matinée, il apparaît que l'ensemble des travailleurs qui se sont présentés à l'usine ont pu y pénétrer. Il semble que la lettre envoyée par la direction n'ait obtenu la signature actuellement que d'une toute petite minorité. Par contre, les syndicats CGT-CFDT-FO ont écrit eux-mêmes une lettre exigeant que soit respecté le droit, pour les travailleurs, de poursuivre leur mouvement à l'intérieur de l'entreprise. Il apparaît donc pour l'instant un recul de la direction, certainement lié au fait que la mise en application de son opération

risquait d'isoler ceux qui s'opposent au mouvement et de renforcer la solidarité autour de ceux qui sont frappés aujourd'hui par la répression. Toutefois, la vigilance s'impose : la direction ne peut manquer de poursuivre ses manœuvres pour casser la mobilisation des travailleurs et porter atteinte au droit de grève.

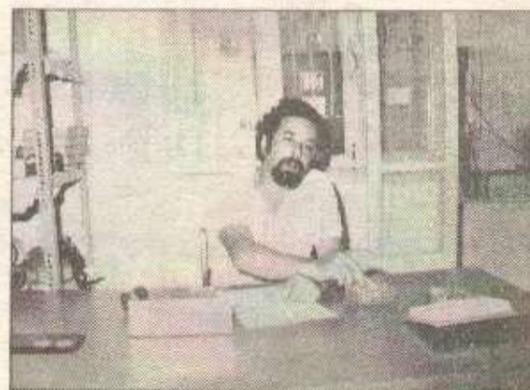
Par ailleurs, en ce qui concerne les sept militants syndicaux licenciés, ils continuent de se présenter chaque matin à l'usine, affirmant par là leur volonté de s'opposer à ces licenciements. Ce mardi, ils se sont rendus au tribunal accompagnés de nombreux métallos. Le jugement en référé sur l'interdiction qui leur est faite par la direction de pénétrer dans l'enceinte de l'usine a été mis en délibéré jusqu'à jeudi en fin de journée.

*Lire l'éditorial de Gérard Privat en page 3*

## Palestine

### Entretien avec Ilan Halevi

Ilan Halevi, journaliste juif antisioniste, auteur du livre « Sous Israël, la Palestine », nous parle de la crise de l'État sioniste et des conditions dans lesquelles le peuple palestinien poursuit sa lutte de libération.



Ilan Halevi, au cours d'une conférence donnée au centre de planification de l'O.L.P., à Beyrouth, en septembre dernier.

*Lire en page 8*

### Immigrés sans papier

## Ils en ont assez d'être traités comme des bêtes

*Lire en page 5*

## Usinor-Mardyck : la grève continue

*Lire en page 3*



# Grève des PTT dans l'Aude

La grève des préposés des PTT, dans l'Aude, est entrée lundi dans son septième jour, marqué par une assemblée générale le matin, une rencontre l'après-midi avec le directeur régional des postes et un rassemblement à 18 heures devant la direction. On peut, d'ores et déjà, annoncer que le mouvement va en se durcissant et qu'il n'y aura pas de distribution de courrier ce matin encore. En réponse aux tentatives de la direction d'utiliser le mécontentement des usagers contre les grévistes, vient de se constituer un comité d'usagers qui soutient la lutte.

## COMMUNIQUÉ DES FACTEURS EN GREVE

« Nous sommes en grève illimitée, sans préavis, depuis le 4 février 1980 et dans notre motivation il ne s'agit pas de revendications de salaire, mais contre la suppression de trois emplois de préposés, plus une couchette-paquet, plus deux voitures et contre la volonté du directeur départemental des PTT de l'Aude qui veut nous obliger à faire un

quart d'heure de tri supplémentaire. Cette suppression d'emploi s'inscrit dans le cadre d'une politique d'austérité où l'administration, prenant prétexte de la suppression de la deuxième distributeur dans le centre des grandes villes et chefs-lieux de départements, veut faire disparaître 3 000 emplois en France en 1980. Le quart d'heure de tri supplémentaire va allourdir considérablement notre charge de travail, d'autant plus, que celle-ci serait répartie avec trois préposés en moins. Demain, le service des guichets et du tri seront concernés par les mêmes problèmes il est question de la suppression de six emplois, mais c'est aussi vous tous, usagers de la poste que l'administration attaque en supprimant ces emplois, à Carcassonne et demain dans toute la France.

L'administration veut nous transformer en robots-distributeurs de papiers, et pourtant, dans la qualité du service public, nous sommes le lien, le contact humain qui relie les hommes entre eux comme l'affirme elle-même l'administration, dans le mensonge de sa propa-

gande. Seulement, entre les belles paroles et les actes, il y a notre grève d'aujourd'hui. Nous tenons à souligner le mépris dont font preuve l'administration et le préfet envers les usagers, car peu leur importe que toute une ville soit privée de courrier. Au contraire, elle exerce une pression intolérable sur les auxiliaires pour arriver au pourrissement du mouvement qui est né spontanément chez les préposés et dont la détermination est exemplaire.

L'administration oppose à nos revendications la restriction soi-disant due à l'austérité. Il n'y a pas d'argent pour la bonne marche du service public ou la recherche du cancer par exemple, mais l'État sait trouver des milliards pour les dépenses de prestige. Nous étions à la limite de la saturation, maintenant, vous voulez nous submerger. Le directeur départemental comptait nous faire avaler son esprit sans résistance de notre part, mais il en sera pour ses frais.

Nous sommes entrés en lutte tous ensemble, syndiqués et non-syndiqués, nous

nous sommes organisés en comité de préposés avec le soutien des organisations syndicales CGT, CFDT et FO. Notre force est notre unité dans la lutte, mais nous serons encore plus forts si vous tous, continuez à nous soutenir activement et à expliquer que si nous luttons, c'est aussi pour toute la population, les usagers.

Nous savons la gêne que nous vous apportons, mais si ce projet passe, c'est la qualité du service que nous accomplissons qui se dégradera encore plus. Notre meilleure chance de gagner, c'est d'abord l'élargissement de la solidarité, mais aussi et surtout l'élargissement de la lutte à la distribution dans toute la région, et pourquoi pas, dans toutes les villes de France. Déjà, un préavis de grève avait été déposé pour le jeudi 14 février dans tous les services postaux de l'Aude. Ce préavis de grève vient d'être rejeté par cette direction de combat. Le projet de Carcassonne, ville-test, sera bientôt étendu à l'ensemble du pays si nous ne réagissons pas ».

# Thomson (Angers) licenciée... et embauche des intérimaires

L'usine Thomson d'Angers produit des téléviseurs-couleurs. De 1976 à 1980, l'usine est passée de 2 800 travailleurs à 1 308 aujourd'hui. Récemment, 173 travailleurs, 1 sur 3, de plus de 56 ans et trois mois ont été licenciés. A l'époque, les syndicats CFDT et CGT dénonçaient ces licenciements qualifiés d'économiques.

La section CFDT que nous devons interviewer (voir L'Humanité rouge du 7 décembre 1979), nous disait : « On est moins de monde et on fabrique plus

de téléviseurs que quand on était 2 800... » et elle concluait : « Ce n'est pas un licenciement économique ».

Dans une récente conférence de presse, la section CFDT soulignait qu'encore une fois, les faits lui donnaient raison : le groupe Thomson a investi 14 millions de francs pour l'usine d'Angers en 1979. 16 millions de francs (francs actuels) sont prévus pour 1980 et le groupe Thomson sous-traite la fabrication des platines, elle emploie des intérimaires et demande des heures supplémentaires.

Soulignons l'hypocrisie qu'il y a pour un patron à qualifier « pour raison économique » un licenciement, c'est-à-dire à bénéficier des facilités pour licencier et tout de suite après d'employer du personnel intérimaire.

Ces intérimaires ne sont pas embauchés directement par Thomson. Car Thomson n'a pas le droit de réembaucher après son « licenciement économique ». L'intérim est donc pour Thomson le moyen le plus simple de contourner la loi. Ces intérimaires sont souvent choi-

sis en fonction de leur ancien travail à l'usine qu'ils connaissent bien. L'insertion (montage des composants) nécessite en effet une habileté qu'ils ont déjà acquise, ils sont donc immédiatement exploitables.

A la conférence de presse, la section CFDT rappelait ses revendications, qu'elle continue d'exiger : maintien des emplois, baisses des cadences, 35 heures par semaine et recherche d'activités nouvelles.

Correspondant Angers

# Usinor-Mardycq : la grève continue

La solidarité ne fait que s'agrandir autour des travailleurs du transport manutention d'Usinor-Mardycq. Dans la nuit du 5 au 6, les travailleurs du même service d'Usinor-Dunkerque à qui on avait demandé de manœuvrer à Mardycq refusaient et se mettaient en grève de solidarité, une collecte était aussitôt organisée. Les dockers de Dunkerque en plus d'un important soutien financier, se sont eux aussi arrêtés de décharger les camions en provenance de Mardycq. Seules 660 tonnes étaient

embarquées sur le Monté-Cristo au lieu des 2 200 prévues. Ce bateau quitta donc Dunkerque pour la Havre, où là aussi les dockers refusèrent de le charger. Seul Anvers acceptait. Acculée par toute cette solidarité la direction d'Usinor-Mardycq lors d'un comité d'entreprise extraordinaire mardi 12 février brandit la menace d'un éventuel chômage technique. Des sabotages ayant eu lieu dans l'usine, la direction accuse les grévistes qui s'en défendent, car ce n'était pas là leur intérêt. Elle propose aussi :

1 - que les travailleurs grévistes voulant retourner en feu-continu pourraient faire leur demande de mutation. Ce qui est une manœuvre pour diviser ce service très combattif. 2 - un système de tâche qui est ni plus ni moins qu'une polyvalence déguisée et sans aucune réévaluation de salaire. 3 - un arrangement (?) de la prime de production (FRU) basée sur la production, l'expédition et l'absentéisme. De qui se moque-t-on ! Le mardi 12, le secteur parachèvement a débrayé à 100 % pendant 2

heures en solidarité avec leurs camarades. De nombreux camions quittèrent l'usine à vide. Une assemblée du personnel du transport-manutention à lieu mercredi avec un vote à bulletin secret. Ainsi tout le monde verra bien que ce n'est pas une grève de délégués.

Les grévistes sont bien décidés à continuer la lutte.

Correspondant DUNKERQUE

## Editorial

# Le droit de grève attaqué

Jusqu'où iront-ils si nous les laissons faire ? L'appareil répressif des capitalistes se perfectionne continuellement. Ces temps derniers, ils ont déployé une intense activité pour frapper les travailleurs et leurs représentants. L'on ne compte plus les multiples attaques contre les militants syndicaux, les froides vengeances de retour de grève, les poursuites en tous genres contre les grévistes et ceux qui les soutiennent.

Les licenciements de militants ne suffisant plus, les capitalistes ont imaginé un odieux chantage : dorénavant les travailleurs en lutte devraient assurer le salaire des « membres du personnel qui ne veulent pas faire grève ». Et de multiplier les « actions en justice ». Et d'attaquer les syndicats à coup de procès : objectif, la caisse. Les demandes d'indemnisation se chiffrent à coup de dizaines, voire de centaines de millions.

Les patrons de la SNIAS détiennent pour le moment la palme de l'ingéniosité en matière répressive. A partir du 13 février, seuls peuvent rentrer travailler dans l'usine de St-Nazaire, les membres du personnel qui se seront engagés par écrit à ne pas faire grève. Si, si, vous avez bien lu ! Il faudrait pour continuer à travailler à la SNIAS de St-Nazaire, signer un engagement stipulant : « ... m'engage à assurer l'exécution de mon contrat de travail dans des conditions normales de régularité, de continuité et de productivité, selon les normes de la profession... »

Dans la panoplie répressive des patrons, c'est incontestablement un outil nouveau qui veut être mis en place. Une attaque extrêmement dangereuse pour la classe ouvrière, un pas de plus dans l'escalade anti-ouvrière.

Ainsi, ceux qui ne signeront pas l'engagement, ou qui, l'ayant signé, participeront à un débrayage, se verront immédiatement accusés de rompre le contrat de travail et sous la menace du licenciement sans indemnités qui plus est, puisqu'en tort. Décidément, les capitalistes débordent d'imagination dans la France du libéralisme giscardien.

Faut-il préciser que les premiers visés par ces mesures extrêmement nocives sont les travailleurs qui luttent ? A la SNIAS, ils multiplient les débrayages, es manifestations, les actions de toutes sortes dans l'usine pour obtenir une augmentation des effectifs. Ceci depuis quatre mois. La bourgeoisie est extrêmement intransigente. Pour faire supporter tout le poids de la crise aux travailleurs, elle ne veut rien lâcher. Les restructurations, les licenciements, les cadences qui augmentent de façon démentielle pour ceux qui restent... Et le bâton pour ceux qui veulent relever la tête.

Plus la crise s'aggrave, plus la répression frappe les travailleurs pour les obliger à accepter les sacrifices. A la SNIAS, les patrons se sont engagés dans un processus conduisant — si on les laisse faire — à une interdiction pure et simple du droit de grève. Oh pas celui qui est inscrit dans la Constitution. Là, pas de problème, c'est tellement restrictif que c'en est totalement inefficace. Non, c'est de ces droits de lutte chèrement conquis par des années d'action qu'il s'agit. Réduire le droit de grève à sa plus simple expression, jusqu'à lui enlever toute signification, c'est un vieux rêve des capitalistes. Ceux de la SNIAS essayent de mettre la mécanique en route pour y parvenir.

Inutile de dire, dans ces conditions, l'urgence qu'il y a à empêcher de telles entreprises.

Gérard PRIVAT

## Communiqué

Aujourd'hui s'ouvrent les Jeux Olympiques d'hiver dans la future prison de Lake Placid où seront emprisonnés les noirs, les Indiens et autres minorités opprimées aux États-Unis. Principale puissance impérialiste, les États-Unis portent des responsabilités écrasantes dans l'instauration des dictatures les plus sanglantes dans le tiers monde. Intransigent dans sa condamnation de toute manifestation sportive internationale se déroulant dans un pays qui ne respecte pas les droits de l'homme, le COBOM, Comité pour le Boycott de l'Olympiade de Moscou, s'oppose à ces Jeux Olympiques d'hiver comme il réclame le boycott des Jeux de Moscou.

A l'occasion de l'ouverture des Jeux d'hiver, le COBOM appelle à un rassemblement devant le Comité national olympique sportif français (CNOSF) le mercredi 13 février à 18 h 30 - 23, rue d'Anjou, pour dénoncer les responsabilités de cet organisme qui cautionne cette double mascarade.

COBOM

politique

Quand Chirac fait sa «rentrée», huit mois après ses dernières déclarations publiques un tant soit peu importantes, on s'attend à quelque chose. L'homme est habitué aux «coups» spectaculaires, et il s'est vraiment passé beaucoup de choses en huit mois, tant du point de vue des rapports internes à la droite que du point de vue international. L'attente aura été déçue: c'est un très morne et très prudent Chirac qu'on a vu à sa conférence de presse mardi 12 février.

Curieuse conférence de presse en vérité que celle de mardi, dans la très luxueuse salle des conférences de l'hôtel intercontinentale, incapable d'avoir un quelconque dessin, privé des moyens du pouvoir, ne disposant plus que d'une marge électorale nettement inférieure aux autres grands partis, Chirac n'en continue pas moins à singer De Gaulle, avec tout ce que cela peut avoir de dérisoire. Pour un peu, on se serait cru à l'Élysée, il y a 20 ans. Une petite table légèrement surélevée faisant face à quelques 200 journalistes de la presse française et internationale, le ronronnement des caméras de télévision et le crépitement des appareils

photographiques, et à l'entrée le ballet de voitures officielles venant décharger leur lot de dignitaires RPR. Mais derrière la table, il n'y avait «que» Chirac, celui qui s'est ramassé 16 % des voix aux élections européennes de juin 1979 et que certains sondages créditent de 12 % pour les présidentielles de 1981, celui qui est contraint de se déterminer avant tout en fonction des initiatives élyséennes, celui qui est constamment contraint de jouer au funambule en tentant de se démarquer de la politique gouvernementale sans avoir aucunement la possibilité de la remettre réellement en cause.

De fait, Chirac a paru bien

La «rentrée» de Chirac

# L'heure n'est pas à la tempête pour le RPR

palot. Les présidentielles ? «J'en parlerai au moment que je jugerai opportun». La majorité ? «Je ne prendrai pas la responsabilité d'ouvrir une crise politique qui s'ajouterait aux difficultés économiques et internationales que nous connaissons». Les «convergences» avec le PS ? «Je n'ai jamais cru à la possibilité d'une alliance avec les socialistes». Les Jeux Olympiques ? «C'est un grand moment qui donne une part de rêve au monde. Il serait dommage de le remettre en cause pour des raisons politiques. Mais si ces Jeux ne devaient réunir qu'un nombre restreint de nations, j'imaginerais mal que la France puisse y aller. Mais je le regretterais». La

politique africaine de Giscard ? «Je ne porte pas de jugement». Etc., etc...

Il fallait bien cependant un petit piment à cette conférence de presse, ne serait-ce que pour que les médias en rendent compte. C'est sur le terrain de la Défense nationale que Chirac a choisi d'être un peu plus prolix: après avoir, très mollement, déploré les «attitudes fluctuantes» prises par le gouvernement au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan, Chirac a insisté sur la nécessité d'accroître les capacités de la force de dissuasion française, en proposant notamment la construction de 15 sous-marins nucléaires d'ici à l'an 2000 (le pro-

gramme prévu est actuellement de 6 sous-marins). Restait à trouver une «chute»: c'est à la mode en ce moment chez les politiciens: il faut trouver une petite phrase, si possible originale, qui marque un peu, sinon l'opinion, du moins les journalistes. L'état-major de Chirac a été chercher cette petite phrase dans la Bible: «Il y a un temps pour se taire, il y a un temps pour parler, il y a un temps pour semer, il y a un temps pour récolter».

De cette norme prestation chiraquienne, on aurait cependant tort de déduire que le RPR rentre dans le rang. Simplement, à un moment

où les sondages sont au plus bas, à un moment où des voix s'élèvent au sein même de ce parti pour remettre en cause une candidature propre en 1981, Chirac n'avait d'autre solution que d'élever le débat dans les abstractions, pour être plus rassurant aux yeux de l'électorat de droite. Le 24 février au Club de la Presse, et le 17 mars à Cartes sur table, devant un autre «public», peut-être choisira-t-il d'être plus percutant. Ne serait-ce que pour tenter de rappeler que malgré tout, le RPR existe.

N.D.

Depuis lundi 11 février, et pour une durée de trois jours, la «petite commission» de coopération franco-soviétique se réunissait à Moscou. Programme de la rencontre: bilan de la coopération dans les domaines scientifique, industriel et technique en vue de la conclusion de nouveaux contrats. Bien entendu, les considérations politiques pèseront — surtout du côté soviétique — dans cette négociation économique. Fait significatif, la réunion franco-soviétique se tient en temps et en heure alors que d'autres réunions analogues ont été ajournées par Moscou, notamment celle avec la RFA.

Mettant en œuvre une philosophie sommaire mais pratique dont les maîtres-mots sont «ne pas confondre sport et politique» et «les affaires sont les affaires», les relations du gouvernement français avec l'URSS ne paraissent pas autrement affectées par l'invasion de l'Afghanistan.

Il semble même que du côté des monopoles on veuille mettre la situation à profit.

Sans qu'elle puisse être confondue avec le tout de la politique française à l'égard de l'URSS, la coopération économique en représente une composante suffisamment importante pour qu'on s'intéresse de près à son évolution.

Il y a un an lorsque se réunissait à Paris la «grande commission» de coopération franco-soviétique, la question posée était de savoir si serait atteint l'objectif fixé en 1975 d'un triplement des échanges avant la fin de la décennie. Eh bien non seulement l'objectif a été atteint, mais il a été dépassé.

Au cours de l'année 1979 les échanges ont progressé de 32,6 % (35,4 % pour les importations françaises et 30,2 % pour les exportations vers l'URSS). Le volume total des échanges a atteint 59 milliards de francs pour les cinq dernières années au lieu des 57,5 prévus. Et c'est un nouveau triplement qui est envisagé d'ici 1985.

Ceci dit, la part des monopoles français sur le marché soviétique reste relativement modeste. Si les produits made in France (agro-alimentaire et biens d'équipement) distancent ceux en provenance d'Italie ou de Grande-Bre-

tagne et dépassent les Japonais, ils restent par contre derrière les exportations US et surtout ouest allemandes (voir tableau). En fait les échanges avec l'URSS ne représentent aujourd'hui que 3 % du commerce extérieur français. Mais c'est sur de telles marges que se fait la différence entre un équilibre de la balance commerciale (surtout si ces 3 % doivent se multiplier) et un déficit.

Qui plus est, les échanges avec l'Est constituent un des rares secteurs du commerce extérieur où le solde technologique soit favorable à la France, ce qui est loin d'être le cas avec les pays de l'OCDE qui sont pour 72,4 % ses partenaires commerciaux.

C'est d'ailleurs dans ce domaine de la technologie que pèse la principale hypothèque sur l'avenir des échanges franco-soviétiques. En effet l'embargo décidé par les américains contient de

## Les échanges commerciaux franco-soviétiques au beau fixe

sérieuses restrictions sur l'exportation des techniques avancées, dites stratégiques vers l'URSS.

Est ce que l'interdit ira jusqu'à frapper les produits fabriqués sous licence américaine par les européens? C'est la question qui se pose pour la société Technip par exemple qui vient de négocier un contrat avec l'URSS pour un montant de 850 millions. Les procédés qu'elle utilise pour son projet d'amélioration d'installations pétrolières est d'origine américaine. Même chose pour la franco-américaine CII-Honeywell-Bull qui a déjà fourni à l'agence Tass un ordinateur que les USA refusaient de livrer.

À l'heure qu'il est, il semble qu'en dépit des assurances données par Giscard de respecter un principe de «non substitution» suite à l'embargo américain, les monopoles français soient enclins à profiter de la situation pour mieux se placer dans les échanges avec l'URSS.

Les entorses sont évidentes dans le domaine agro-alimentaire puisqu'on parle d'une livraison inhabituelle de quatre cent cinquante mille tonnes de blé français vers l'URSS. Ces livraisons ne s'effectuent pas nécessairement en ligne directe, ainsi certaines d'entre-elles se sont effectuées par le truchement de l'Argentine qui ne participe pas à l'embargo. Dans ce domaine le bien connu courtier de l'import-export est Ouest, J.B. Doumeng, déploie une activité remarquable avec sa société Interagra.

On parle également d'un contrat de 500 millions pour la construction d'une usine d'aluminium en Sibérie que le groupe Pechiney Ugine Kuhlmann pourrait souffler à son concurrent américain Alcoa.



Jean-Baptiste Doumeng, courtier en produits agro-alimentaires, spécialiste de la commercialisation des produits importés de l'Est. PDG d'Interagra. (3 milliards de francs de chiffre d'affaire) société commerciale détentrice d'un quasi monopole dans les échanges avec l'URSS et le Comecon.

Les délibérations en cours au sein de la CEE concernant le taux des crédits à l'exportation en direction de l'URSS fournit un autre exemple de l'attitude française. Une décision de principe avait été prise récemment de ne plus accorder de taux préférentiel à l'URSS (7,25 % au lieu des 7,75 % exigés normalement). Pourtant des positions bien différentes apparaissent à ce sujet entre pays européens. Tandis que certains d'entre eux, dont la Grande-Bretagne, se déclarent partisans d'une suspension pure et simple des crédits, la position française (et également de la RFA) serait plutôt de reconduire sans rien y changer la politique antérieure de taux de crédit préférentiel.

Au total la France apparaît pour l'heure, parmi les pays

occidentaux comme un des plus actifs partisans d'un maintien voire d'une intensification des échanges avec l'URSS. Cette politique qui consiste à «nourrir le tigre» a bien évidemment la faveur de Moscou: elle contribue à lui ôter une épine du pied quand l'économie soviétique est toute entière tournée vers la militarisation.

Sans doute faut-il ajouter à ce tableau que l'intérêt des monopoles français ne réside pas seulement dans le renforcement de leur implantation sur le marché soviétique, les importations en provenance de l'URSS prennent aussi une importance croissante. Bien que l'URSS ne soit qu'au douzième rang des fournisseurs de la France, elle tend à devenir un pourvoyeur indispensable de produits énergétiques. 6 mil-

lions de tonnes de pétrole en 1979 et 4 millions de mètres cube de gaz (sur une consommation totale énergétique de 175 millions de tonnes équivalent pétrole), et de matières premières stratégiques comme le titane (indispensable dans l'aéronautique et l'électro-nucléaire).

Ce n'est pas pour rien que les propagandistes soviétiques présentent la coopération avec l'URSS comme un baume pour les capitalistes frappés par la crise, les monopoles français sont loin d'être restés insensibles à ces sirènes. Plus que jamais c'est la portée politique de ces échanges qui va conditionner leur évolution.

Pierre MARCEAU

POIDS RESPECTIF DES PAYS OCCIDENTAUX DANS LE COMMERCE AVEC L'URSS ET LES PAYS DE L'EST			
	1977	1978	1979
USA	9,1	11,4	13
Japon	9,7	9,9	9,2
RFA	24	24	23,1
Grande Bretagne	5,3	5,8	5,9
Italie	8,3	7,5	6,4
France	10,1	9,1	11,4

(part de chaque pays dans le total des exportations de l'OCDE vers l'Est en pourcentage du total. Source OCDE).

Sans-papiers au grand jour

# « Assez d'être traités comme des bêtes »

## Ils ont engagé la lutte pour briser le mécanisme de leur honteux esclavage

Mardi 12 février, 14 heures, dans un entresol de la Maison Verte, au 127 de la rue Marcadet (Paris 18e), 14 travailleurs turcs sans papiers — de ceux qu'on a pu voir vendredi dernier à la télévision (émission *Le nouveau vendredi*, cf QdP No 25 et 28) — ont commencé depuis hier, lundi, une grève de la faim. Ils seront sans doute plus nombreux demain. Ce qu'ils veulent, c'est la régularisation de leur situation, des papiers, pour être des travailleurs comme les autres, pour mettre fin à l'exploitation éhontée dont ils sont victimes, comme des milliers d'autres (40 000 peut-être) depuis des années dans la confection en région parisienne. Ils ont décidé, malgré le risque d'expulsion, de « se mettre au grand jour », comme ils l'ont fait déjà pour l'émission de télévision, car « ils en ont assez d'être traités comme des animaux ». Ils veulent des papiers, ils veulent attirer l'attention sur la situation qu'ils vivent, ils veulent lutter. Ils se sentent les représentants de leurs milliers de camarades, et de millions d'autres que les lois Barre-Bonnet-Stoléru vont pousser à la clandestinité, ou à l'insécurité permanente, propices à leur exploitation par un patronat avide de profits sans limite.

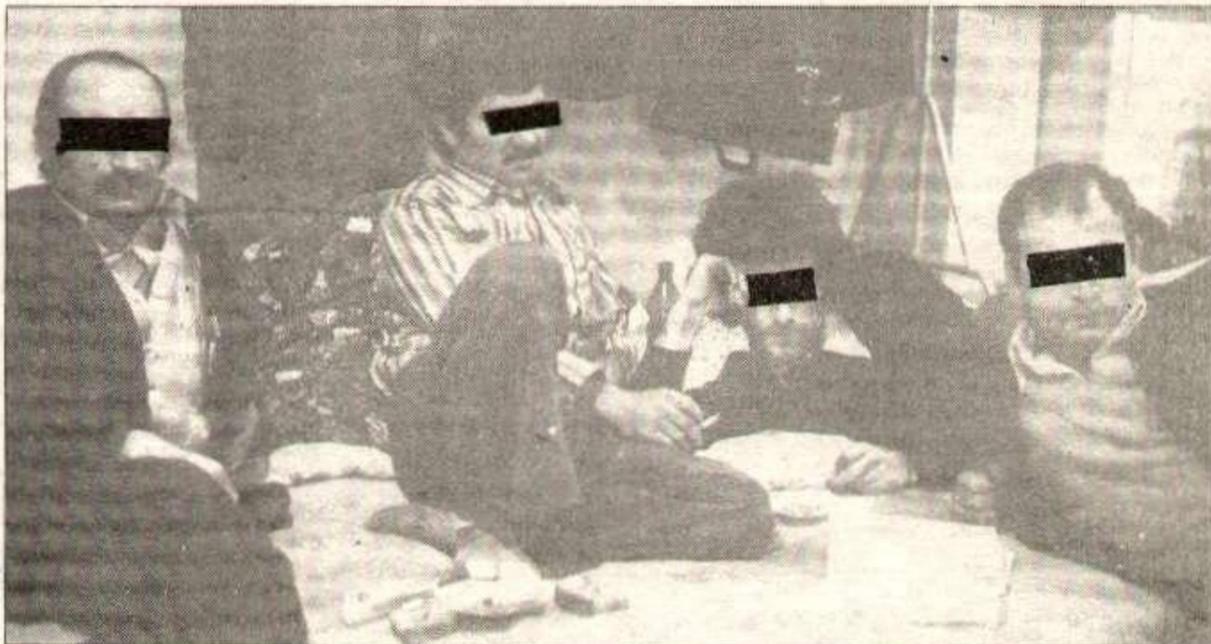
C'est une femme qui répond à mes questions, travailleuse dans la confection, turque, avec une carte de séjour, mais solidaire de ses camarades. C'est qu'elle parle français et peut ainsi à la fois décrire la situation et faire l'interprète.

Elle tient d'abord à préciser des choses qui ne sont peut-être pas bien apparues dans l'émission de télévision (« le film a mis plus l'accent sur l'escroquerie que sur l'exploitation »).

Il y a des problèmes de santé, de logement. Les sans-papiers ont des conditions de vie très dures : entassés à 7 ou 8 dans des pièces sans aération, là où il y en a une elle reste fermée par crainte de la police. Tout se fait dans la même pièce : travail, repas,

toilette, repos... Alors, le taux de tuberculose est très élevé. Il faudrait des soins très longs, mais les sans-papiers n'ont pas les moyens avec 1 200 à 1 500 F par mois, pour 12 à 15 H par jour ! Les hôpitaux n'acceptent pas les « touristes », sauf si on avance de l'argent (ça peut aller jusqu'à un million). D'ailleurs, ils ne peuvent pas aller dans les grands hôpitaux car il y a des contrôles de police. Ils sont obligés d'aller en clinique.

Pour vivre dans des logements correspondant aux normes pour la santé, il faut des papiers : ils ne peuvent pas. Ils sont donc condamnés à vivre dans les ateliers, dans des chambres de bonne ou de sous louer...



Bien sûr, ils ont besoin de soutien, matériel, financier, en information. Ce mercredi 13 février, ils appellent à une réunion au 127, rue Marcadet (18e) pour discuter de ce problème et pour préparer leur conférence de presse le lendemain.

Elle veut expliquer mieux aussi pourquoi ils viennent et pourquoi ils ne peuvent reporter.

En 1970 les patrons français sont allés recruter à Istanbul où ils savaient qu'il y avait un potentiel de travailleurs qualifiés. Ils en ont ramené un certain nombre, avec des contrats, ils gagnaient pas mal. Ça en a attiré d'autres : ils sont venus en France, mais sans contrat

ni papiers. Ils ont fait des dettes pour ça (un voyage ça coûte 1 700 F) et ils ne peuvent plus rembourser : ils ne gagnent pas assez. Il y a aussi la situation politique qui fait que certains viennent.

Voyant ainsi qu'ils ne peuvent retourner, certains font venir leur famille. C'est un travail saisonnier : pendant 6 mois ils travaillent à fond, puis pendant 6 mois plus rien et là ils accumulent des det-

tes (loyers etc...) qu'ils doivent payer dans les périodes où ils travaillent.

► Comment en êtes-vous arrivés à cette lutte, à cette grève de la faim ?

Il y a eu déjà des luttes. Par exemple, il y a un an et demi dans le 2<sup>e</sup> arrondissement, un atelier où ils étaient 14. C'est passé en prud'hommes. Ça a mis longtemps ! Ils ont gagné 3 000 F chacun (mais il n'était plus que six quand ça a été jugé). Il y en a eu une autre il y a un an en banlieue (dans le 93). Et puis en septembre dernier 15 qui ont fait grève, chez Mme Marcou...

Il y a longtemps qu'on voulait déclencher quelque chose. Mais c'est difficile avec la dispersion en petits ateliers, et les patrons qui profitent de l'ignorance.

Quand on a su que quelqu'un de la télé voulait faire un film, on a utilisé l'occasion.

► Avec ces conditions difficiles, est-ce que vous avez pu vous organiser, organiser la solidarité ?

Entre les travailleurs turcs, oui. Il y a aussi des étudiants turcs qui nous aident pour l'éducation des enfants. Des français aussi ont fait de l'alphabétisation.

A partir du film maintenant, on a pris contact avec le GISTI, l'ASTI, l'AMF (l'Association des Marocains en France), la Ligue des droits de l'homme, Raison médicale (c'est une organisation de médecins qui vient de se créer pour s'occuper des sans-papiers).

On a contacté la CFDT qui a demandé une audience sur ce sujet à Bonnet et Stoléru et qui avait fait un tract le jour de l'émission. Le PS soutient notre action et a dit qu'il poserait le problème au Parlement. On a contacté SOS-Refoulement, la MTI (Maison des Travailleurs Immigrés) qui doit nous répondre aujourd'hui, le Comité anti-ex-

pulsion du 18<sup>e</sup>me. On a contacté la CGT qui n'a pas donné de réponse et FO qui a refusé de soutenir.

► Quel est exactement le but de cette grève de la faim ? Envisagez-vous d'autres actions ?

Nous voulons des cartes de séjour pour tous les travailleurs clandestins : ce sont des travailleurs normaux sauf qu'ils sont beaucoup moins payés !

On veut aussi le renouvellement de nos passeports auprès du consulat turc : avec toutes les difficultés, amendes, etc. cela finit par coûter des sommes énormes (jusqu'à 3 000 F !). L'un des grévistes a 73 ans, en France depuis 7 ans ; il n'a pas pu faire cette régularisation ; sa demande est restée sans réponse.

Les 14 grévistes sont tous en France depuis 4 à 7 ans. Cette campagne durera une semaine. La suite dépendra de la mobilisation qu'on aura réussie cette semaine.

► Que pensez-vous des lois Bonnet-Stoléru ?

Elle visent à créer une masse plus grande de gens en situation irrégulière, pour avoir une main d'œuvre moins chère. On voit dans la confection. Et ils n'expulsent pas tout le monde. D'ailleurs, quand il y a beaucoup de travail, il n'y a pas d'intervention des flics ! Souvent, les gens refoulés, c'est purement administratif, ils ne sont pas reconduits à la frontière. C'est qu'il y a toujours besoin d'eux. (L'un des 14 grévistes de la faim a été refoulé 12 fois en 5 ans !). C'est cette situation qui permet leur exploitation... C'est pour ça que nous voulons des papiers...

Sur la grande banderole qui orne la pièce, il est écrit : « Nous gagnerons »...

Gilles CARPENTIER

## Aciéries de Pompey (Pitres, Eure) : 3 semaines de grève pour 3000F et contre la prime anti-grève

La très grande majorité des quelques 600 ouvriers des Aciéries de Pompey à Pitres (Eure) continuaient mardi leur lutte. C'est donc la troisième semaine de grève déjà qu'entament les grévistes de cette importante entreprise qui fabrique entre autres des aciers spéciaux pour le secteur nucléaire de Framatome. Mardi après-midi, pour la cinquième fois depuis le début de la lutte, précise un militant, une rencontre avait lieu avec la direction ; mais à Pitres, on n'en attendait pas grand chose pour l'instant. Et notamment sur deux des principales revendications : 3 000 F pour tous et encore avant la suppression de la prime anti-grève datant de plusieurs années, et dont les aciéristes réclament la transformation en 13e mois.

Depuis plusieurs années en effet, une des caractéristiques de cette usine est la nature de ce que d'aucun appellent abusivement un 13<sup>e</sup> mois : les travailleurs « bénéficient » en fait d'une prime de fin d'année — équivalente en gros à un treizième mois — mais dont une partie plus ou moins grande peut-être retirée en fonction du nombre d'absences dans une année. Bref, une prime d'encouragement au présentisme y compris en cas de maladie ou d'accident. « Ce n'est toutefois qu'un aspect de cette prime qui a avant tout un caractère anti-grève »

ve » précise un militant syndical. « Chaque jour de grève sur une année, t'enlève 10 % de la prime ! » Autrement dit, 10 jours de lutte dans l'année, et c'est la somme équivalente à un treizième mois de salaire qui saute !

« Ne pas faire grève pour avoir cette prime, la direction pensait au moment où elle l'a instauré, il y a quelques années, que les travailleurs accepteraient d'autant plus facilement, qu'évidemment parallèlement les salaires sont extrêmement bas » poursuit un responsable syndical. Dissuader par

le moyen d'une prime les travailleurs à ne pas faire grève, était un calcul d'autant plus rentable selon la direction que cela lui permettait en même temps, pensait-elle, de ne pas risquer de révolte en particulier contre les conditions de travail absolument déplorables ; d'où économie importante d'investissements.

### LES CONDITIONS DE TRAVAIL DEPLORABLES

Quelques exemples de conditions de travail ? Ce sont les ateliers bien souvent pas chauffés ; c'est l'ébardage, où les travailleurs avalent sans cesse de la poussière de sable, d'où risque de silicose ; c'est la chaleur insupportable à la fonderie ; ce sont les heures de travail au-dessus de 40 heures payées de la main à la main, dit-on ; ce sont les conditions de logement pour certains travailleurs immigrés

logés par l'entreprise : logements sans douche depuis 1976.

En rentrant en grève après quatre années sans conflit, du fait des pressions et divisions que provoquait entre autre cette prime importante, les travailleurs ont donc franchi un pas important : briser la logique infernale imposée par la direction. Outre la prime anti-grève, la direction des aciéries de Pompey, pratiquait depuis longtemps la politique d'embauches sous contrats, ou celles de travailleurs intérimaires, autre moyen de laisser planer la menace permanente de licenciements pour une partie des travailleurs, notamment les immigrés, qui auraient eu quelques velléités de révolte. La suppression de ces emplois temporaires, leur remplacement par des emplois sûrs est aussi une exigence des grévistes qui réclament enfin 3 000 F pour tous.

Richard FEUILLET

# Mugabe accuse : l'armée rhodésienne veut liquider les dirigeants de la ZANU!

Suite à la 2<sup>e</sup> tentative d'assassinat dont il a été victime dimanche dernier, Mugabe, dirigeant de la principale organisation nationaliste du Zimbabwe, la ZANU, a publiquement accusé les forces armées racistes rhodésiennes d'avoir voulu le liquider physiquement. 40 kilos de TNT avaient été placés sur le passage de sa voiture.

Normalement, aux termes de l'accord de cessez-le-feu, l'armée rhodésienne devrait être cantonnée dans des points de rassemblement comme le sont les forces de guérilla de la ZANU et de la ZAPU. Mais, comme l'a in-

diqué Mugabe, le gouverneur britannique chargé de faire respecter les accords a autorisé l'armée rhodésienne et les forces «auxiliaires» de l'évêque Muzorewa, dévouées au régime raciste, à quitter leurs camps et à se redéployer dans le pays. Ce qui laisse le champ libre à toute provocation, intimidation et même assassinat contre les nationalistes noirs.

Déjà, plusieurs dirigeants de la ZANU ont été victimes d'attentats; le dernier en date, lundi, a causé la mort du président de la branche locale de la ZANU, dans le Sud-Est du pays.

En outre, Mugabe a dénoncé les multiples arrestations, sans motifs ni raisons, auxquelles procède la police contre des candidats de son organisation: son propre frère et le secrétaire général de la ZANU en ont été victimes.

Mugabe, qui rencontre le gouverneur britannique ce mardi, estime que toutes ces mesures de harcèlements et même de liquidations physiques ont pour objet d'empêcher une victoire de son organisation aux élections qui se dérouleront du 27 au 29 février.

# Zimbabwe : appel urgent!

La ZANU, composante du Front patriotique du Zimbabwe, vient de lancer un appel à la solidarité financière pour soutenir la campagne électorale qu'elle mène en vue des élections des 27, 28 et 29 février prochains. L'enjeu est important. La ZANU est la force principale du mouvement de libération du Zimbabwe, en lutte contre un des derniers bastions colonialistes et racistes. L'avancée, sur le terrain, de la lutte de libération, qui a contraint les racistes et leurs protecteurs occidentaux, particulièrement la Grande-Bretagne, à

negocier, c'est la ZANU qui en a été le principal artisan, la ZANU qui, au sein du mouvement de Libération, s'est montrée jusqu'ici comme la force la plus soucieuse de préserver une totale indépendance vis-à-vis de toute force ou puissance extérieure, dans la conduite de la lutte.

Ce n'est donc pas un hasard si la ZANU et ses dirigeants, dont le secrétaire général Mugabe, victime ces derniers jours de plusieurs tentatives d'assassinat, est la cible principale des ennemis du peuple du Zimbabwe. La ZANU, qui compte avant

tout sur ses propres forces, a besoin de notre solidarité. Alors que certaines forces hostiles à la ZANU voient leur campagne électorale financée directement par les racistes d'Afrique du Sud, la ZANU ne compte que sur son peuple et tous ceux qui dans le monde soutiennent sa cause, de façon désintéressée. C'est pourquoi le Comité Zimbabwe, à Paris, lance un appel dont nous publions ici des extraits. Nous appelons tous les lecteurs et amis à y répondre favorablement.

Jean-Paul GAY

## Appel du Comité Zimbabwe

« Le Zimbabwe est pour les Zimbabweens. Les Zimbabweens sont capables d'écraser, de détruire l'impérialisme mais les Zimbabweens ne peuvent pas gagner s'ils ont isolés du reste du monde. Nous avons des amis un peu partout... »

Nous n'obtiendrons pas l'indépendance du Zimbabwe si les Zimbabweens sont seuls. Nous ne gagnons pas seulement grâce au fusil. Ce n'est pas le seul secteur qui est décisif. Ce qui est décisif, c'est le peuple. Nous devons mener cette guerre sur différents fronts. Certains écrivent, d'autres font des discours d'autres collectent des vêtements, d'autres collectent des médicaments et tous participent à la victoire finale du peuple du Zimbabwe. Aussi, nous avons besoin de tous nos amis. Oublions ces groupes qui ne veulent pas nous soutenir. Nous allons de l'avant avec nos amis ».

gara est mort le 26 décembre 1979 dans un accident de voiture au moment où la lutte du peuple du Zimbabwe pour son indépendance, authentique, entre dans une nouvelle phase. Quinze ans de lutte armée, le développement par la ZANLA d'un processus de guerre populaire depuis 1972, ont conduit les colons racistes de Rhodésie et leurs protecteurs britanniques à accepter que le pays évolue vers le « pouvoir de la majorité ». Effrayés des progrès rapides de la guérilla, les Britanniques ont précipité les choses, espérant que des élections tenues dans la confusion leur permettraient de manœuvrer pour mettre au pouvoir des politiciens dociles.

Les élections des 27, 28 et 29 février prochains vont donc avoir un rôle particulièrement important.

importantes d'Afrique du Sud, la ZANU ne peut compter, pour financer sa campagne électorale, que sur le peuple du Zimbabwe et sur les amis dont parlait Jisah Tongogara. De plus, le gouverneur britannique, Lord Soames, multiplie les mesures discriminatoires à son encontre.

**LE MOMENT EST DÉCISIF**

Tous ceux qui soutiennent la lutte du peuple du Zimbabwe, tous ceux qui ont soutenu les objectifs de la guerre populaire que la ZANLA a menée de manière exemplaire comprennent qu'il s'agit maintenant de redoubler de vigilance.

La ZANU doit pouvoir mener sa campagne électorale dans des conditions normales.

Une nouvelle fois, la ZANU a besoin de ses amis.

La ZANU fait appel à nous tous pour que nous l'aidions à financer sa campagne électorale.

L'aide peut être adressée au Comité Zimbabwe, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris. Tél. : 531-43-38

Ainsi s'exprimait, lors d'un meeting tenu à Bruxelles en octobre dernier, Josiah Tongogara, le Secrétaire à la défense de la ZANU et chef du haut commandement de la ZANLA, l'armée de libération nationale africaine du Zimbabwe. Tongo-

# 8e Congrès du Parti polonais : timide soutien à l'URSS

Le rapport présenté par le premier secrétaire du Parti polonais au 8<sup>e</sup> congrès n'aura pas donné lieu à de grandes surprises sur le plan de la situation intérieure. Tout en reconnaissant ouvertement un certain nombre de «difficultés» dans le domaine de l'énergie, des transports, de l'approvisionnement du marché et de la gestion économique, le rapport reste vague quant aux moyens d'y remédier.

On retiendra cependant la prévision de mesures d'austérité et un appel à la discipline au travail.

Pour le prochain quinquennat, le rapport envisage que l'augmentation du salaire réel reste limitée entre 9 et 11 %.

En ce qui concerne la situation internationale, le rapport manifeste la situation inconfortable de la Pologne, notamment depuis l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Tout au long de son discours qui a duré 3 heures, Gierek n'a pas fait mention des mesures de rétorsion prises par les USA

contre l'URSS et il n'a évoqué qu'en 2 courtes phrases sa «solidarité» avec l'Afghanistan et son régime actuel. Quant au vice-ministre des Affaires étrangères, il a déclaré devant des journalistes occidentaux : «Nous sommes pour l'observance par tous les pays de l'Acte final d'Helsinki et le respect des principes de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence. Nous sommes contre l'exportation de la révolution comme de la contre-révolution. Il ne fait pas de doutes à ce propos que des infiltrations étaient organisées à partir du Pakistan. Une intervention militaire est toujours déplorable de quelque côté qu'elle vienne. Je ne pense pas que dans le cas de l'Afghanistan, la décision ait été facile à prendre, mais elle était nécessaire (...). Je ne suis pas heureux de cette situation».

**UN SOUTIEN TIMIDE**

Même s'il n'y a pas à attendre, dans la situation actuelle, des positions politiques de la Pologne contra-

dictoires avec celles de Moscou, il n'empêche qu'objectivement l'intervention soviétique en Afghanistan dérange la Pologne, et ce pour au moins 2 raisons :

— D'une part, la Pologne en tant que membre du Pacte de Varsovie risque de devoir contribuer un peu plus aux dépenses du Pacte, étant donné les nouvelles agressions de l'URSS qui coûtent fort cher à Moscou.

— D'autre part, la Pologne a développé des relations économiques avec l'Europe de l'Ouest et il serait catastrophique pour elle que ces relations soient détériorées en raison de l'intervention russe. En particulier la Pologne a besoin de l'occident pour son approvisionnement en céréales.

Dans ces conditions, la Pologne n'a pas du tout intérêt à se mettre à dos les pays d'Europe, ce qui explique sans doute ce soutien si réservé et prudent à la politique russe d'agression.

Claude LIRIA

# San Salvador : la junte annonce des mesures économiques



C'est sous la pression populaire et dans le but de reprendre la situation en main que la Junte au pouvoir au Salvador a annoncé un certain nombre de mesures économiques. Parmi celles-ci, figurent la nationalisation des banques sans indemnisation qui touche particulièrement les capitaux étrangers, le contrôle des exportations et une réforme agraire dont les modalités ne sont pas encore précisées. Au San Salvador, 2 % de la population possèdent 60 % des terres cultivables.

Dans la capitale, l'occupation de l'ambassade d'Espagne, du siège du Parti chrétien-Démocrate et le ministère de l'Éducation nationale se poursuit.

# Karmal parle de réconciliation avec le Pakistan

Le gouvernement mis en place par les chars soviétiques à Kaboul cherche désespérément à sortir de son isolement diplomatique c'est sans doute ce qui explique l'appel qu'il vient de lancer en direction du Pakistan, pour l'ouverture de négociations «pacifiques et amicales» entre les deux pays. Dans sa déclaration, Karmal réaffirme que les troupes soviétiques «en nombre limité» se retireraient dès que la cause qui a nécessité l'appel à cette assistance militaire aura dis-

paru. La déclaration gouvernementale poursuit : «Le gouvernement afghan souhaite continuer ses efforts dans toutes les directions pour maintenir des relations amicales avec tous les pays qui veulent la paix, particulièrement avec ses voisins tels l'URSS, l'Inde, le Pakistan et l'Iran». De belles paroles, qui n'effacent pas les accusations portées par Karmal contre le Pakistan et qui ne font pas oublier qu'il y a seulement quelques jours celui-ci rejetait les proposi-

tions pakistanaises de créer une force de paix, composée de soldats indiens, pakistanais et iraniens.

La position d'Indira Gandhi, à l'issue du voyage que Gromyko effectuait depuis mardi en Inde passera sans doute d'un poids important dans l'ouverture diplomatique amorcée par Karmal, l'URSS dont le prestige est sérieusement entamé dans le Tiers-Monde, ne doit pas être pour rien dans l'initiative de son «protégé».

Stages Barre

# La fédération Léo Lagrange ne crache pas dans la soupe

Depuis lundi dernier, une partie des 800 salariés de la Fédération Léo Lagrange sont en grève contre le licenciement de trois animateurs, dont une déléguée CFDT. Ce n'est pas la première lutte à Léo Lagrange, et ces trois licenciements, considérés comme abusifs par le personnel, ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'est donc l'ensemble des pratiques de cette institution, contrôlée par le PS, et plus précisément par Mauroy, que ces salariés et les stagiaires ont réagi.

La Fédération Léo Lagrange regroupe plusieurs

associations, qui s'occupent de sport, de loisirs, de tourisme, de culture... Avec une prétendue vocation d'éducation populaire. Elle a des antennes dans toute la France.

Cette vocation d'éducation populaire fait par ailleurs très bon ménage avec les avantages accordés aux associations de « formation », par exemple dans le cadre des « stages Barre ». Ni plus ni moins que n'importe quel institut-bidon monté pour récolter ce genre de subventions, la Fédération Léo Lagrange s'est lancée allégrement dans la mise sur pied de ces stages-parkings, dès le premier pacte pour l'emploi. Essentiellement en région

parisienne, où elle occupe actuellement 300 stagiaires, dans une quinzaine de stages. Une source de revenus non négligeable pour des investissements ridicules, car les stages Léo Lagrange ne sont pas plus formateurs que les autres. Les animateurs chargés de ces stages posent la question : « La Fédération considère-t-elle ces formations avec le sérieux et l'intérêt qu'elles méritent ? Serait-ce qu'elle ne se préoccupe que de leurs avantages financiers ? Est-il obligatoire d'opérer des ponctions si importantes sur les subventions ? ». Concrètement, les animateurs parlent d'une ponction de 40 % des subventions effectuée par la Fédé-

ration... Les stagiaires, recrutés sous contrat en vue d'une formation professionnelle, avec possibilité d'embauche dans certains services au bout de deux ans, ne voient en général rien venir. Au lieu d'embaucher, il semblerait qu'on leur propose de se réinscrire pour un stage, quitte à leur verser un supplément de salaire. Pour les stagiaires, ce système a pour but de financer le fonctionnement de la Fédération, en même temps qu'il lui procure une main d'œuvre bon marché. Après ça, on peut toujours parler d'éducation populaire !

M.C.

## Mody Konaté : 4 mois fermes pour faux papiers

Mody Konaté, travailleur malien en France depuis 1975, en est à sa troisième peine de prison ferme. Il vient d'être condamné lundi à quatre mois de prison ferme par le tribunal des flagrants délits de Bobigny pour défaut de titre de séjour. Employé du restaurant d'entreprise du « Printemps », Mody Konaté a été abusé dès son arrivée en France par un trafiquant de faux-papiers. Konaté bénéficie d'un titre de séjour renouvelable chaque mois. C'est à l'expiration de sa carte de travail, en octobre, que Mody Konaté arrêté est à nouveau incarcéré.

## Communiqué de la librairie « Les herbes sauvages »

Une exposition d'affiches sur le thème de la lutte anti-impérialiste a lieu actuellement à la librairie « Les Herbes sauvages ». Ces affiches retracent l'activité du PCML dans le soutien aux luttes des peuples du monde (Vietnam, Cambodge, Laos contre l'impérialisme US, lutte contre les deux superpuissances USA et URSS, lutte contre l'impérialisme français Tchad, Guadeloupe, Martinique, etc.). De nombreux livres concernant ces questions sont exposés à l'occasion du 21 février, journée de lutte anti-impérialiste.

Librairie « Les Herbes sauvages », 70 rue de Belleville Paris 20e, Métro : Pyrénées.

Justice

## 2 ans après l'accident, 5 000 f de condamnation pour la mort de 2 ouvriers

M. Ferrà, responsable des questions de sécurité à l'entreprise Screg, vient d'être condamné à 2 mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende, deux ans après un accident du travail qui avait entraîné la mort de deux ouvriers sur un chantier de Thernay (Rhône).

5 ouvriers terrassiers travaillaient au fond d'une tranchée de 5 m 40 de profondeur à Ternay le 24 avril 1978.

Les manoeuvres d'une pelle mécanique au dessus du trou ont provoqué l'a-

boulement dans lequel 2 des ouvriers de l'équipe ont trouvé la mort.

Il semble que les mesures recommandées par le code du travail dans la réalisation des travaux de terrassements n'aient pas été prises. Un système mis en place pour éviter les descentes de terre, avait été enlevé parce qu'il ralentissait les travaux. Il avait été remplacé par une cage métallique, mais aucune échelle n'était prévue pour remonter à la surface, les ouvriers devant escalader

les parois de la tranchée.

Le 24 avril, c'est l'éboulement, seuls 3 terrassiers parviennent à échapper à l'avalanche de terre, la cage est écrasée. Au procès le ministère public parlera de « ces patrons de chantiers qui font effectuer simultanément des travaux au fond et sur le trou, gagnant ainsi du temps et un peu plus d'argent ».

5 000 F d'amende et deux mois de prison avec sursis, soit 2 500 F et 1 mois de sursis pour un ouvrier mort. Sans commentaire.

Montbéliard

## Au quartier « La Montagne » à Etupes, on s'organise contre la hausse des loyers

Au quartier « La Montagne » à Etupes, on entasse les travailleurs sur un minimum de surface dans des tours, dans des grands immeubles entourés de béton et de goudron. Les loyers sont au maximum pour un entretien des plus nuls. C'est de la construction à l'économie et la vie du quartier est réglée par les horaires de travail de chez Peugeot et de ses sous-traitants. Le quartier construit dans les années 1960 par une société à but « non lucratif », l'Union de Franche-Comté, a été marqué par des luttes de locataires contre la hausse des loyers et les scandales financiers.

En 1963-64, la Cour des Comptes, poussée par une lutte de locataires organisés en association, découvre un trou de 600 millions dans les caisses. Un responsable de l'Union, de l'époque, cumulait plusieurs postes dirigeants dont celui de comptable, il avait fondé en même temps une entreprise privée de comptabilité dont le matériel avait été fourni par l'Union et à qui l'Union commandait les facturations... Bref une histoire trouble où l'on s'enrichit sur le dos des travailleurs. Depuis 1979 l'Association des locataires de la Montagne a repris vie. Elle s'affilie à la CNL (Confédération Nationale des Locataires) et les locataires s'activent et s'organisent contre les requins du logement.

Du 1<sup>er</sup> janvier 1979 au 1<sup>er</sup> janvier 1980, l'augmentation des charges pour le chauffage a été de 70 %. Les locataires paient des millions de francs par an pour l'entretien des espaces verts. Pour un F4, il faut compter 1 000 F par mois de loyer ce qui représente 35 % du salaire d'un ouvrier Peugeot.

Depuis le début de l'année, l'Association des locataires de la Montagne a décidé d'organiser le blocage de toutes les charges. Cha-

que locataire verse la totalité de son loyer et de ses charges sur un compte en banque et les responsables de l'Association envoient groupés le montant du loyer seul, pour l'ensemble des locataires. Déjà une soixantaine de locataires participent à l'action, plus d'une centaine assistent aux premières réunions. Ils réclament la justification détaillée des hausses de loyer pour commencer.

Les travailleurs immigrés très nombreux dans ce quartier participent activement et la propagande se fait beaucoup par l'intermédiaire de leur association.

Au quartier Montaneau à Audincourt où la lutte continue contre la hausse abusive des loyers pratiqués par l'Union, l'Amicale des locataires apporte son soutien à ceux de la Montagne, et les locataires bloquent aussi une partie des charges depuis le début de l'année. Il faut une coordination active contre l'Union de Franche-Comté... et contre la baisse catastrophique du pouvoir d'achat organisée par les capitalistes de l'industrie et du logement, entre le quartier Montaneau et la Montagne à Etupes. Affaire à suivre.

CORRESPONDANT

## Fonctionnaires corrompus

- 40 millions de francs dans la caisse noire
- Un trou de 30 millions dans la caisse des frères Rouméas
- L'enquête se poursuit...

Tandis qu'on apprend le décès de Paul Tixier ingénieur du service technique des bases aériennes, une dizaine de suspects devaient être entendus à Paris. Le trou financier dans l'entreprise Rouméas serait d'environ 30 millions, selon les dernières informations. C'est le 22 novembre 1978, que la société Rouméas et Cie

avait été mise en liquidation judiciaire. Cette faillite frauduleuse avait entraîné le licenciement de 245 personnes. Le montant de la caisse noire alimentée par la comptabilité truquée s'élevait à 40 millions de francs. Il en fallait de l'argent pour corrompre des hauts fonctionnaires sans doute bien gourmands. La

corruption portait non seulement sur les contrats d'adjudication, mais aussi sur des devis surévalués. Une affaire d'une certaine ampleur donc. Si l'on sait que les marchés publics sont très développés en France (avec le poids des entreprises nationalisées et des collectivités locales) on peut légitimement se demander si l'affaire Rouméas est une exception, ou bien la règle en vigueur dans les contrats particuliers/administration. En effet ce que l'on appelle la « commande publique » a représenté l'an dernier, 120 millions de francs. L'Etat et les ministères sont les premiers acheteurs (40 % du nombre des marchés) viennent ensuite les entreprises nationalisées (EDF, CEA, SNCF, Air-France) qui représentent 37 % des marchés ; les communes, les offices HLM, les hôpitaux, les départements : 17 % du total. En prévision des présidentielles on peut s'attendre encore à de nouvelles révélations à propos de corruptions de hauts fonctionnaires.

### Des grosses légumes...

Robert Regard, 49 ans, était ingénieur en chef des ponts et chaussées, il était détaché à ce titre au ministère de la Défense, à la direction de l'infrastructure de l'armée de l'air, comme adjoint du général de division aérienne Roger Uhrig. Jusqu'au 6 février Robert Regard était chargé du service technique des bases aériennes.

Désiré Aitabert et Paul Tixier étaient ingénieurs

au service technique des bases aériennes et en rapport avec Regard. Parmi les inculpés figuraient aussi deux cadres de la RATP. C'est en 1969 au moment de la construction des ateliers du RER à Boissy Saint-Léger, que ces deux cadres auraient touché des dessous de table. On sait par ailleurs, que deux fonctionnaires du ministère des P et T ont été entendus par la police judiciaire.

## Une étude de l'INSERM

# Accidents de grossesse : les femmes défavorisées sont les plus touchées

L'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale), vient de publier une série d'études sur les risques d'accouchement prématuré. Principale conclusion de ces enquêtes, les risques varient en fonction du milieu professionnel et social et des conditions de travail.

Une première constatation peut surprendre : les femmes actives courent moins de risques que les femmes au foyer. La cause en est que globalement, les femmes qui travaillent ont un meilleur accès à la surveillance médicale de leur grossesse. Par contre, parmi les femmes qui travaillent, on note une forte différence de risques entre celles qui ont un métier pénible, et celles qui ont des conditions de

travail moins dures : 3 % chez les cadres moyens, 10 % chez les ouvrières. La durée du travail joue un rôle important : 5,5 % de risques quand la femme travaille 40 heures, 10,7 % entre 40 et 45 heures, 12,3 % au-delà.

Parmi les femmes qui ne travaillent pas, on note aussi de fortes différences, dues au niveau de vie : les femmes ayant un niveau socio-économique élevé ont un taux faible de risques (3 %), tandis que les femmes d'OS ont le taux maximum : 12 %. Enfin, les progrès médicaux considérables effectués dans ce domaine n'ont pas réduit cet écart, au contraire. Ils ont contribué à faire baisser très nettement les risques pour les femmes favorisées, beaucoup moins pour les autres.

Ilan Halevi, journaliste juif antisioniste, a été contraint de fuir l'État d'Israël, à cause de ses activités antisionistes. Auteur du livre, « Sous Israël, la Palestine », il est responsable de la publication du bulletin « Nouvelles de l'intérieur » qui fournit de précieux points de repère sur différents aspects de la propagande sioniste.

Très proche de la Résistance Palestinienne, Ilan Halevi évoque ici, à partir d'aujourd'hui, quelques données fondamentales et actuelles de la lutte du peuple palestinien, et des conditions dans lesquelles celle-ci se poursuit. Alors que l'invasion soviétique de l'Afghanistan a mis plus que jamais en évidence l'importance stratégique de la région du Proche-Orient, on ne saurait oublier qu'une condition essentielle de la paix dans cette région, est la satisfaction intégrale des droits nationaux du peuple palestinien, engagé depuis 1965, dans un combat ininterrompu, sous la direction de l'OLP, son seul représentant légitime.

# «Israël est entré dans une crise profonde»

Entretien avec le journaliste Ilan Halevi

Réalisé par Jean-Paul GAY

► On a beaucoup parlé ces derniers mois de crise de l'Etat sioniste, de contradictions ouvertes en son sein. Qu'en est-il ?

Je pense que les polarisations apparentes au sein de la classe dirigeante israélienne, telles qu'elles sont apparues par exemple avec la démission de Moshe Dayan — celui-ci estime la politique de Begin en faillite — sont moins importantes que la polarisation réelle qui est en train de se produire dans l'opinion publique et dans la société israélienne. Le mouvement sioniste a toujours été un mouvement avec diverses ailes, convergentes sur les buts, mais divergentes sur les discours et les tactiques. Toutefois, toutes les divisions ont passé dans le mouvement sioniste, soit concernaient des problèmes purement tactiques, et ne changeaient rien par rapport aux palestiniens, soit mettaient en confrontation une immense majorité unie par un consensus colonialiste et une infime minorité contestataire. Ce qui se passe depuis un peu plus d'un an est tout à fait différent.

## DEUX CAMPS DANS L'OPINION ISRAËLIENNE

On commence à voir la polarisation non pas des partis sionistes, mais de l'opinion publique israélienne, en deux camps. Il n'y a aucun doute que le camp de la guerre, de l'annexion, et du refus continu de reconnaître les droits des palestiniens, reste le camp majoritaire. Mais, il y a un camp qui est en train de se constituer, et de se structurer, qui s'est exprimé par des manifestations de 10 et 15 000 personnes à plusieurs reprises au cours des derniers mois. Ce camp, sans pour autant rompre formellement et théoriquement avec la philosophie sioniste, remet en question dans la pra-

tique les axiomes de la politique sioniste. Dans la pratique, il propose l'évacuation des territoires occupés, depuis 1967, et un dialogue, même s'il n'est pas sans préalable et sans condition, avec la résistance palestinienne. C'est un phénomène très important et sans précédent. Il se manifeste dans la multiplication des «affaires» et des polémiques publiques qui agitent l'opinion israélienne sans arrêt, depuis plusieurs années. Il y a eu toutes les histoires autour des crimes de guerre, du comportement de l'armée et des autorités israéliennes dans les territoires occupés de 1967, et par rapport à la population arabe d'Israël même. Ce qui caractérise l'ensemble de ces polémiques, c'est que la droite et le gouvernement dans l'ensemble, sont obligés de reculer. Sur l'affaire des crimes de guerre israéliens au Sud-Liban, la censure militaire a essayé d'empêcher la publication des faits. Un certain nombre de parlementaires et de journalistes sont passés outre, ont publié les faits et le gouvernement a fini par entériner la publication de faits dont il avait interdit d'abord la divulgation. Dans le même temps, on assiste à certains phénomènes de désintégration du consensus idéologique au niveau de l'armée, où il y a eu un accroissement réel des désertions et de l'insoumission. Ce n'est pas entièrement nouveau, mais dans les proportions actuelles, c'est sans précédent.

## DES GENS QUI N'ONT PAS CHOISI

► Comment expliquer ce phénomène ?

Une société n'est pas seulement une formation idéologique. La société israélienne, aujourd'hui, est composée pour l'essentiel, de gens qui sont nés sur place et qui n'ont pas choisi le sionisme.

Donc, le sionisme pour eux c'est l'idéologie officielle, mais ce n'est pas forcément un choix identique à celui qu'ont fait les juifs européens, qui se sont définis comme sionistes face à leur situation de juifs en Europe. Tels les fondateurs de l'Etat d'Israël et une grande partie de la classe politique, tel Begin qui est né en Pologne, et qui est arrivé à l'âge adulte en Israël.

Si la volonté de vivre aujourd'hui, des israéliens les amène à remettre en question les axiomes de la politique sioniste, c'est parce que cette politique est pour eux dangereuse. Elle est dangereuse du fait qu'il y a une lutte du peuple palestinien, plus un refus arabe et un refus international d'entériner l'occupation sioniste. C'est pour cela, qu'il y a à cette remise en question. Il est évident que si le sionisme n'était pas rentré en crise, cette remise en question ne se produirait pas avec la même ampleur.

► L'affaire de la menace d'expulsion du maire de Naplouse, Bassam Chakaa, a exprimé ce malaise existant en Israël ?

A cette occasion, il y a certainement eu des contradictions au sein des sphères dirigeantes israéliennes. Certains dirigeants, estimant que tout n'est pas perdu pour Israël, pensaient qu'il fallait éviter la politique du pire. Ils craignaient que la situation qui s'en suivrait en Cisjordanie, si Bassam Chakaa était expulsé et si, effectivement, tous les maires et tous les chefs de municipalités démissionnaient, ne devienne absolument incontrôlable. Mais, le seul fait d'avoir voulu tenter d'expulser Chakaa puis, d'être revenu là-dessus, a déjà produit, sur le terrain, des conséquences pratiquement irréversibles. Parce qu'en reculant, les dirigeants israéliens ont donné un grand encouragement aux forces de résis-

tance populaire dans les territoires occupés. Donc, finalement, l'opération Chakaa, dans ses résultats ultimes, est une victoire pour les Palestiniens.

Ceci dit, un des phénomènes les plus révélateurs au sujet de cette affaire, c'est que la décision de ne pas expulser Bassam Chakaa a été prise par une commission de recours militaire et non par la Cour suprême. Parce qu'il commence à y avoir une réelle appréhension de la part des autorités israéliennes vis-à-vis des obstacles que peuvent mettre à leur politique, certains magistrats. Au point qu'il y a eu des tentatives récentes des autorités d'empêcher les habitants des territoires occupés de faire appel aux tribunaux israéliens dans les affaires de confiscation des terres.

L'extrême droite israélienne est allée jusqu'à dire que la Cour suprême était devenue un instrument de l'OLP. Ce qui est évidemment grotesque, mais révèle les contradictions qui peuvent exister entre certaines fractions de l'appareil judiciaire, d'ailleurs non liées formellement à un parti ou un mouvement, et la volonté politique du gouvernement israélien.

## LA BASE SOCIALE DU «CAMP DE LA PAIX»

► Les deux camps que tu évoques, au sein de la société israélienne, ont-ils une base sociale bien délimitée ?

Ça n'est pas mécanique du tout. Mais, ce qu'il faut bien voir, dans l'ensemble, le camp de la paix est resté le camp d'une partie de la «bonne société». Les activistes des mouvements les plus modérés dans le camp sioniste appartiennent pour l'essentiel à la petite et à la moyenne bourgeoisie. Ce sont des officiers de réserve, des enfants de la colonisation, des membres des coopératives agricoles, des kibboutzim... Dans l'ensemble, ils ne recourent absolument pas les couches exploitées et misérables de la société israélienne. Celles-ci ont au contraire, porté Begin au pouvoir, en 1977 dans un mouvement de ras-le-bol par rapport à la gestion travailliste de l'économie israélienne. Il y a bien sûr le petit groupe des «Panthères noires», qui symbolise le ralliement des couches déshéritées de la société israélienne à des solutions de réconciliation avec le peuple palestinien. Mais, ça reste très symbolique et parfaitement minoritaire par rapport à l'ensemble des couches ainsi «représentées». Cependant, certaines données nouvelles peuvent contribuer à rendre ce phénomène beaucoup moins minoritaire. En particulier, la crise extrêmement profonde que traverse l'économie israélienne. Le mécontentement social, sur arrière-plan économique, commence à prendre des formes relativement importantes, qui ne sont plus entièrement récupérables par la démagogie sociale de l'opposition travailliste.

Des émeutes très, très violentes se sont produites à la fin du mois de novembre à Jérusalem, où plusieurs milliers de manifestants

ont tenu la rue en 11 points différents de la ville, durant plus de 6 heures. Ils ont incendié le drapeau de l'Etat, et des voitures de police, ils ont blessé 20 policiers. Ces émeutes, d'une très grande violence, avaient été organisées par un petit groupe à vocation semi-philantropique, semi-réformiste, «Ohalim», en collaboration avec le mouvement des «Panthères Noires». Il est probable que ces émeutes en sont que le début d'un mouvement de protestation sociale, qui va aller en s'élargissant.

## DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES A UNE PRISE DE CONSCIENCE

► Si l'accentuation de la crise économique peut favoriser une rupture du consensus idéologique en Israël, cela ne conduit évidemment pas automatiquement à une prise de position favorable au peuple palestinien.

Bien sûr. Mais, un autre élément intervient : c'est le renversement du jeu politique, qui s'est produit avec la prise de pouvoir par le Likoud, le parti de Begin, qui a succédé aux travaillistes. Durant des années, le pouvoir en Israël se prétendait socialiste, il parlait au nom des ouvriers, l'opposition était bourgeoise libérale. Ça veut dire que toutes les formes d'oppositions spontanées, non formulées, des ouvriers juifs étaient récupérables, canalisa- bles, et canalisées par l'opposition dite de droite au gouvernement travailliste. Aujourd'hui, cette opinion populaire, qui a été très longtemps manipulée, se retourne contre Begin sans pour autant se tourner vers les travaillistes, dont elle a eu une longue expérience. Elle devient plus disponible pour une prise de conscience. Et la démarche des «Panthères Noires» qui, en novembre dernier, se sont heurtés violemment à des colons israéliens, en demandant que l'ensemble des moyens financiers, actuellement engouffrés par la colonisation de la Cisjordanie, soient investis dans la résolution des problèmes sociaux, pourrait cesser d'être ultra-minoritaire. Même si les seules forces au sein du camp travailliste — sont encore extrêmement minoritaires, et ne disposent comme porte-paroles, à la Knesset — le parlement israélien — que de quelques parlementaires, comme ceux du parti Shelli. Le «Front Démocratique» du PC, représenté par 5 députés dont 3 palestiniens, reconnaît évidemment ces droits avec moins d'ambiguïté, mais précisément parce qu'il est hors du camp sioniste, il ne participe qu'indirectement à cette polarisation.

Demain :  
Les données  
actuelles  
de la résistance  
du peuple  
palestinien

## La crise économique Une crise structurelle

Cette crise est, dans une large mesure, une crise structurelle, qui ne provient pas tant des incidences d'une crise intentionnelle que du ajustement d'une économie ayant vécu durant les vingt premières années de son existence, de façon absolument salvatrice. Jusqu'en 1965, l'économie israélienne était tendue à bout de bras par l'aide publique américaine et les réparations gouvernementales allemandes. En 1965, ces sources de financement extérieur se sont taries, et Israël est entrée dans la première crise économique de son histoire avec une récession.

À la veille de la guerre de 1967, il y avait 100 000 chômeurs. Puis, la guerre de 1967 a tout changé. En fournissant un nouvel empire, elle a amené de nouvelles possibilités économiques. Elle a amené la polarisation massive des ouvriers palestiniens et concomitamment, la montée de nouvelles couches bourgeoises dans la société israélienne. Mais, parallèlement, la nature du flux de capitaux étrangers dans l'économie israélienne a changé. La conférence des millionnaires qui s'est tenue à Jérusalem en 1968, prévoyait un afflux massif de capitaux dans l'économie israélienne. Seulement, à la conférence de ce qui s'était fait avant 1969, il s'agissait maintenant d'investissements et non plus de dons gratuits. Et qui dit investissements, dit rentabilité. Dès cette époque commença donc un long processus de productivisation de l'économie israélienne, qui est encore loin d'être achevé. D'où une pression constante sur les privilèges acquis par

les travailleurs israéliens. Ce qui veut dire, depuis 1967, une baisse constante du pouvoir d'achat et du niveau de vie des ouvriers israéliens (non arabes), qui sont pour la plupart des juifs originaires des pays arabes.

Depuis la défaite des travaillistes et l'arrivée au pouvoir de Begin, en 1977, il y a un processus de libéralisation de l'économie israélienne, qui a accentué certains traits de la politique économique du précédent gouvernement.

Cela se traduit pratiquement par une faillite financière, qui s'exprime dans des taux d'inflation que la presse israélienne évaluait récemment à 160 % par an. Encore, s'agit-il là d'une moyenne, car il y a un grand nombre de services, de services qui ont augmenté, en un an, de 300 % !

Il est vrai que les Américains continuent à soutenir financièrement l'économie israélienne et que ce soutien doit pouvoir permettre au gouvernement d'acheter le mécontentement social, secteur après secteur, de façon partielle, mais suffisante pour laisser jusqu'à un certain point la dynamique de résistance à cette politique économique. Toutefois, le déficit de l'ensemble du fonctionnement étatique israélien est tel aujourd'hui que toute l'aide US est loin de pouvoir combler l'écart social grandissant. D'autant plus que l'aide US est essentiellement dirigée vers les dépenses militaires et le fonctionnement de la bureaucratie étatique.